ANNEXES

1. Mail du 4 janvier 2016 des services de la Métropole concernant les études financières du projet, éléments communiqués par le SDIS.
2. Procès-verbal des observations
4. Articles de loi relatifs au projet, autres que ceux présentés au dossier en pièce 5.
5. Cadre juridique de la délégation de compétence en matière d’aménagement à la Métropole Nice Côte d’Azur.
6. Compte-rendu des visites réalisées par le commissaire-enquêteur.
Sujet : DP POS PROJET SDIS Demande complément commissaire enquêteur
De : MARCUCCI Olivier <olivier.marcucci@nicecotedazur.org>
Date : 04/01/2016 09:41
Pour : "alice.k.barbier@orange.fr" <alice.k.barbier@orange.fr>
Copie à : MARRANI Karine <karine.marrani@nicecotedazur.org>, Fernand BIGOTTI
<f.bigotti@tourrette-levens.fr>, Francis BERNARD <francis.bernard@sdis06.fr>

Bonjour madame KUHNE-BARBIER,

Comme suite à votre demande téléphonique sur les aspects financiers du projet de centre de secours au quartier du Brocarel à Tourrette-Levens nous vous adressons ci-dessous les éléments de réponse communiqués par le SDIS.

- Au stade de l’avancement du projet, phase « urbanisme » pour mise en compatibilité du POS, les esquisses présentées n’ont pas encore fait l’objet d’études techniques approfondies permettant d’en définir les contours financiers avec précision.
- Ces études seront établies en phase communément appelée « APD » au stade du dépôt du PC, en cours de DCE.
- De plus, le site du Brocarel étant le seul terrain disponible et adapté pour accueillir ce projet, le coût d’un projet équivalent sur un autre terrain n’a pas été étudié.
- Enfin, la restructuration du centre existant n’étant pas envisageable, pour les raisons expliquées dans le dossier de DP en lien notamment avec son positionnement et les accès, cette option n’a pas non plus été étudiée.

à votre disposition

Olivier MARCUCCI
Métropole Nice Côte d’Azur - Chef du Service de la Planification
tel 04 89 98 19 20 - portable: 06 16 39 28 29
PROCES VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS :

RELATION COMPTABLE DES OBSERVATIONS

0 observations écrites
7 observations orales, émanant d’élus et de représentants d’organisme.
Nombre de favorables, motivées ou non : 7

OBSERVATIONS DU PUBLIC, DES CONSULTATIONS,

Le 7 décembre :

Entretien n° 1 : Mr Frère, Maire

Mr le Maire m’informe :

Que le centre des sapeurs-pompiers volontaires a été créé il y a 30 ans.
Que la population s’est accrue de 3000 à 5000 habitants durant cette période.
Que la commune compte 6 maisons de retraite, 3 écoles. Que la route M9 qui traverse le village, allant de St Jean-La Rivière, dans la Vésubie, à Nice, est étroite et que plusieurs accrochages ou accidents y sont recensés chaque semaine, rendant l’intervention des pompiers sur cet axe important.
Qu’en conséquence, le choix de positionner le nouveau centre de secours avec un accès direct sur cette route rendra leur intervention plus aisée et plus rapide. Suite à une inondation, des travaux de confortement des berges du Rio Sec ont été réalisés sous le stade.
Que le projet a été monté avec le concours du SDIS et du Conseil Départemental, financeur du projet.
A ma demande, il rappelle que le pont qui franchit le Rio Sec pour accéder au stade et au futur centre est peut-être insuffisamment large pour accueillir 2 véhicules (camion-voiture) se croisant et qu’il sera aisé de régler la circulation en ce lieu lors des manifestations.
Il précise que le stade de Bocarel est déjà utilisé comme héliport et qu’un emplacement dédié à cet usage est prévu sur le parking.
Il m’indique que les locaux actuels seront utilisés par les services municipaux après le transfert du Centre de Secours.

Entretien n° 2 : Mr Nativel, adjoint au Maire

Il a créé le centre actuel, et a vu les nécessités du centre s’accroître avec le temps. Il est très favorable à ce projet.

Entretien n° 3 : Mr Bigotti, secrétaire général des services

Suite à ma demande, Mr Bigotti m’informe que la question de conserver le centre de secours sur place et de l’agrandir dans les locaux existants a été soulevée lors des réflexions préalables. Diverses raisons ont mené au choix de créer un nouveau centre :
- l’aire de manœuvre actuelle est insuffisante, même si les services municipaux sont transférés dans un autre lieu ;
- le centre actuel est enclavé dans le village, dont la route d’accès est parfois embouteillée.
- Les services municipaux utilisent actuellement seulement 3 garages, dont le nombre et les dimensions sont insuffisantes pour les besoins du centre de secours.

Reçu le 1er janvier 2016
Pour M. le Président de NCA

Olivier BARCUCCI
Les locaux de l’ancien centre de secours seront repris pour les services techniques de la Municipalité et de la Métropole.

L’ensemble de ces raisons ont conduit à préférer un transfert du centre dans un emplacement offrant une surface suffisante.

**Le 11 décembre :**

**Entretien n° 4 : Mr le Lieutenant Ardisson, chef de centre**

Sur les 35 pompiers du centre, les 20 habitants sur la commune sont obligés d’assurer les nuits, faute de chambrées pour les pompiers venant de l’extérieur. Dans le nouveau centre, les chargés de permanence pourront dormir et être sur place pour intervenir. Le nombre d’astreintes par personne sera donc moindre.

L’accès au village passera par une clauze. La majeure partie des interventions ont lieu dans le village ou au sud de celui-ci. Le délai d’intervention sera donc rallongé. En cas d’accident dans la clauze, les pompiers du village ne pourront rejoindre la caserne.

4 personnes assurent la permanence actuellement. Dans les nouveaux locaux, il sera possible, si nécessaire, d’augmenter ce nombre. Il a demandé que les chambres soient individuelles afin que la mixité des équipes ne soit pas problématique, ce qui figure dans le projet soumis à l’enquête.

Les vestiaires actuels sont inadaptés : Dix pompiers peuvent s’y retrouver pour se changer ensemble, dans l’urgence d’une intervention, ce que l’exiguité des locaux ne permet pas. En outre, il n’y a pas de local dévolu aux personnel féminin. Le nouveau projet, comportant des vestiaires plus grands, amènera du confort. En outre, les douches, utilisées par les pompiers après les interventions, y seront plus nombreuses.

Le lave-linge et le sèche-linge sont aujourd’hui situées dans le garage de l’ambulance, avec les problèmes sanitaires que cela comporte. Les nouveaux locaux permettront un local dédié à l’ambulance, aux normes sanitaires actuelles.

L’accès au centre reste problématique : 2 vallons arrivent à cet endroit, et il arrive que le giratoire soit sous les eaux. La route dans les clauzes est souvent gelée. Il faudra s’y adapter.

En outre, le pont permet-il le passage de camions de 12 tonnes ? Son étroitesse ne permettra pas le passage d’un camion et d’une voiture ensemble. Enfin, il est à craindre des stationnements sur le pont ou dans l’allée menant à la caserne lors des manifestations se déroulant sur le stade et le parc de Brocarel.

A ma question, Mr Ardisson me dit que l’aménagement des locaux actuels a été étudié, avec le transfert des locaux communaux et métropolitains. Il était possible d’y aménager un centre, pour un coût peut-être moindre, le personnel communal n’ayant besoin que de garages, d’entrepôts et de bureau, sans lieu de vie. La caserne prévue est plus spacieuse que les locaux qu’ils auraient ainsi obtenus. Le budget actuel dévolu au centre est de 2 400 000 €, à sa connaissance.

Mr Ardisson me questionne sur la prise en compte de la ligne d’électricité moyenne tension qui se situe au-dessus de l’emplacement actuel de la caserne, et son éventuel enfouissement.

**Entretien n° 5 : Mr Vora, adjudant à la caserne, et éducateur sportif.**

Ce projet implique la suppression d’une partie de la boucle du parcours VTT, utilisé par le club de sport de Tourrette et de la section sport du collège, ce qui est dommage, mais d’autres parcours sont possibles.

Il apprécie que des chambres pour le personnel extérieur (non-tourrettan), que les vestiaires soient plus grands et que les vestiaires hommes/femmes soient séparés.

Aujourd’hui les interventions sont rapides dans le centre du village. La majeure partie d’entre elles consistant en secours à personnes dans les maisons individuelles, maisons de retraite, collège.

Il s’interroge sur l’organisation des gardes. Aujourd’hui, les pompiers assurent 1 garde payée, 1 garde d’astreinte (bénévole). S’ils doivent rester en caserne, ils ne seront pas prêts à le faire bénévolement. Plus de gardes payées seront donc nécessaires. Or, le temps pour aller du village à la caserne sera uniquement de 2 à 3 minutes en plus, ce qui n’est pas significatif. En outre, il est parfois difficile pour les pompiers de se garer lorsqu’ils arrivent : seules 2 places leurs sont dévolues, souvent occupées illicITEMENT. Dans la nouvelle caserne, des emplacements sont prévus pour garer les voitures devant les locaux. Il y a là un gain de temps.
La nouvelle caserne pourra devenir un lieu de vie convivial pour les équipes, et rendre le travail plus attractif pour les jeunes. 5 jeunes femmes sont partie du personnel et des locaux adaptés à la mixité seront un plus.

Concernant l’entraînement, les bénévoles font déjà des travaux d’intérêt général pour le centre durant les gardes payées. Il est difficile de leur demander de s’entraîner dans les conditions actuelles. La pratique du sport sera plus aisée, attractive.

La cuisine et les salles de détente font également partie des points positifs de ce projet, permettant que plus de personnes soient présentes ensemble sans se gêner.

Il sera possibilité d’assurer des formations dans le centre, sans se déplacer.

Un autre point fort est le gain de place dans les garages, donc nouveaux véhicules possibles, ce qui permettrait de ne plus attendre les pompiers de Nice pour certaines interventions. Par exemple, le centre actuel ne dispose pas de véhicule de désincarcération ou de véhicule avec échelle.

Concernant l’hélicoptère, Mr Vora m’informe qu’il est peu utilisé, car l’accès à l’hôpital Pasteur est possible en 10 minutes. Les lieux d’atterrissage actuels ont sur le stade, sur le terrain à côté du stade ou au collège.

Concernant l’accès au stade durant les manifestations, il m’informe qu’un autre accès est possible par un autre pont plus loin (à 800 ou 1000 m au-dessus), mais il présente sortie difficile sur la ligne droite. En outre, la route devrait être aménagée, car elle n’est, à l’heure actuelle, praticable qu’en 4X4.

L’extension centre actuel entraînerait la désorganisation de la caserne durant les travaux.

Il est satisfait de ce transfert.

Entretien n° 6 : Mr Tordo, pompier et conseiller municipal

Les volontaires assurent des permanence de 12 h, difficile dans les locaux actuels.

Jusqu’en 1993 environ, la caserne dépendait du centre de Levens. En 2001, une ambulance a été dédiée, permettant un meilleur secours aux personnes, qui a augmenté le nombre d’intervention (entre 400 et 500 par an).

Le transfert de la caserne va induire une perte de contact avec la population. Par contre, il y aura moins de bruit dans le village, surtout la nuit.

Le pont d’accès a été fait pour la construction du stade et des 38 tonnes sont passés dessus. Il doit faire 5 m de large, ce qui est suffisant pour le camion et une voiture.

Avis favorable.

Entretien n° 7 : Mr Vitale, conseiller municipal


Avis favorable.

ANALYSE DES OBSERVATIONS :

Les 7 entretiens réalisés ont fait l’objet d’un compte-rendu, signé par les intervenants.
4 avec des élus : Mr le Maire, et 3 conseillers municipaux
4 avec des pompiers : Mr le Chef de Centre et 3 pompiers (dont l’un est également élu).

Les thèmes suivants ont été abordés :

Concernant le centre actuel :

1. augmentation du nombre des interventions depuis la création du centre : 3 avis (entretien n° 1, 2, 6) - Tous constatent que les interventions se sont multipliées. Ce point est favorable au projet.
2. possibilité de réhabilitation des locaux actuels : 3 avis (entretiens n° 3, 4, 5)
   La surface dévolue au centre actuel est insuffisante pour les besoins du nouveau centre. La réhabilitation aurait été possible, mais aurait entraîné la désorganisation du travail durant les travaux. Elle n’aurait pas abouti à des locaux aussi bien adaptés que ceux projetés. Ce point est favorable au projet.

3. difficultés inhérentes au centre actuel : 4 avis (entretiens 2, 3, 4 et 5)
   - exiguité des locaux : 2 avis (entretiens n° 2, 4, 3)
   - lieux de couchages inexistants : 2 avis (entretien n° 4, 5)
   - salle commune jointe au bureau du chef du centre : 2 avis (entretien n° 4, 5)
   - vestiaires trop petits : 1 avis (entretien n° 4)
   - garage de l’ambulance non aux normes : 1 avis (entretien n° 4)
   - aire de manœuvre trop petite : 1 avis (entretien n° 3)
   Ces avis convergent vers l’inadéquation des locaux actuels aux besoins des pompiers. Ce point est favorable au projet.

4. destination future des locaux actuels : 2 avis (entretiens n° 1 et 3).
   Ce thème est neutre quant à l’utilité publique du projet, mais montre que cette question a été soulevée et résolue.

5. sortie du village difficile pour les camions : 2 avis (entretien n° 3 et 7).
   Ces avis convergent sur l’inadéquation de la route sortant du village à la circulation des camions. Ce point est favorable au projet.

Concernant le futur centre :

1. éloignement du village : 4 avis (entretiens n° 4,
   - Le déménagement de la caserne permettra une plus grande quiétude du village : 2 avis (entretiens n° 6 et 7)
   - Il entraînera une perte de contact avec la population : 1 avis (entretien n° 6)
   - Il augmentera le temps d’intervention : 2 avis. (entretiens 4 et 5)
   Ces avis prennent en compte les avantages et inconvénients de la nouvelle situation. Ils restent neutres sur ce critère.

2. accès plus aisé sur la M19 : 2 avis contradictoires (entretiens n° 1, n° 4)
   Ces avis constatent la plus grande proximité du nouveau centre avec la M19, mais tiennent compte de la mauvaise exposition du terrain, rendant problématique l’accès en hiver. Ils restent neutres quant à l’utilité du projet.

3. problème d’accès sur le pont : 3 avis (entretiens n° 1, 6, et 4)
   - Le pont actuel a supporté des 38 tonnes : 1 avis (entretien n° 6)
   - Le pont pourra-t-il supporter le poids des camions (12 tonnes) : 1 question (entretien n° 4)
   - La réponse à la question posée en entretien 4 est donnée en entretien 6. Par ailleurs, la question de la largeur du pont est résolue sur place : le pont mesure 6 mètres, et peut être porté à 7 mètres, ce qui est suffisant pour le passage d’une voiture (1, 60 m) et un camion (2,50 m maximum). Ce point est neutre.

4. organisation des permanences : 2 avis (entretiens n° 4, 5). Ces avis montrent une question en suspens, mais qui n’est pas insoluble. Ils sont donc neutres sur l’utilité du projet.

5. mixité des équipes : 2 avis (entretien n° 4, 5)
   La mixité des équipes sera mieux prise en compte dans les nouveaux locaux. Ces avis sont favorables au projet.

6. stationnement des véhicules des pompiers plus aisé dans le nouveau centre : 1 avis (entretien n° 5)
   Cet avis est favorable au projet.

7. locaux mieux adaptés (chambres, lieu de vie, bureaux séparés, salle de sport, salle de formation) : 2 avis (entretien n° 4 et 5)
   Ces avis sont favorables au projet.

8. suppression de la boucle VTT : 1 avis (entretien n° 5)
   Sur ce point, la personne est défavorable au projet, mais admet que d’autres parcours peuvent être mis en place.
   Point défavorable au projet.
9. risque de débordement du Rio Sec : 1 avis (entretien n° 1)
   A noter que le terrain dévolu au nouveau centre n’est pas concerné par le risque inondation, étudié par les services compétents. Cet entretien indique les travaux de mise en sécurité effectués. Celui est neutre sur le projet.

10. organisation de la circulation lors des manifestations sur le stade : 3 avis (entretiens n° 1, 4, 5)
    La réponse à cette question sera donnée par l’organisation de la police de circulation. En l’état, c’est un point défavorable au projet.

11. proximité de l’héliport : 3 avis (entretiens n° 1, 4, 5).
    Bien que peu utilisé, la proximité possible de l’hélicoptère est appréciée. Ce point est favorable au projet.

12. proximité du stade : 1 avis (entretien n° 5)
    Elle facilite l’entraînement des pompiers. Ce point est favorable au projet.

13. présence de la ligne d’électricité moyenne tension : 1 avis (entretien n° 4)
    Cette question sera résolue lors de l’établissement du permis de construire. En l’état, ce point est défavorable au projet (difficultés pour la construction, impact sur la santé possible)

**Synthèse :**

Les 7 observations sont globalement favorables au projet, avec quelques questions en suspens.
Sur les 18 thèmes abordés, 9 sont favorables, 6 sont neutres, 3 sont défavorables au projet.
Madame Alice KUHNE-BARBIER
Commissaire-enquêteur
« l’Arc-en-Ciel »
Avenue Romersa
06450 LA BOLLENE-VESUBIE

Nice, le 28 JAN. 2016

Madame le Commissaire-Enquêteur,


Ce document présente les 7 observations qui vous ont été faites au cours de l’enquête. Vous indiquez notamment :

« ...Les 7 observations sont globalement favorables au projet, avec quelques questions en suspens. Sur les 18 thèmes abordés, 9 sont favorables, 6 sont neutres, 3 sont défavorables au projet... ».

La métropole Nice Côte d’Azur dispose d’un délai de 15 jours pour vous faire part de ses observations éventuelles.

A ce titre, en accord avec la commune de Tourrette-Levens et le Service Départemental d’Incendie et de Secours, je vous apporte des précisions concernant les trois points indiqués comme « défavorables » au projet.

**Point 8 concernant la suppression d’une partie de la boucle VTT**

L’observation faite :

« Le futur centre va supprimer une partie de la boucle du parcours VTT existante : d’autres parcours sont possibles. »

Les éléments de réponse apportés par la métropole Nice Côte d’Azur :

Une autre boucle VTT est possible.

La commune s’engage à en étudier un tracé, pour pérenniser cette activité de sports et de loisirs importante pour la commune.
Point 10 relatif à l'organisation de la circulation et des accès lors de manifestations sur le stade
L'observation faite :
« L’espace concerné situé entre le rond point et l’entrée de la caserne sera-t-il préservé pendant les manifestations sportives ? »
Les éléments de réponse apportés par la métropole Nice Côte d’Azur :
Des actions seront engagées pour garantir l’accès des pompiers lors de manifestations : un marquage au sol de type "zebra" rouge et blanc sera réalisé sur la voirie interne pour identifier le passage de véhicules pompiers.

Point 13 sur la présence de la ligne moyenne tension
L’observation faite :
« La question porte sur la prise en compte de la ligne d’électricité moyenne tension qui se situe au-dessus de l’emplacement actuel de la caserne, et son éventuel enfoncissement ». 
Les éléments de réponse apportés par la métropole Nice Côte d’Azur :
La ligne d’électricité moyenne tension n’aura pas d’incidence sur le fonctionnement du centre.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d’agréer, Madame le Commissaire-enquêteur, l’expression de mes respectueux hommages.

Pour le Président
le Conseiller métropolitain délégué
à l’urbanisme

Christian TORDO
ARTICLE L300-6 DU CODE DE L’URBANISME

- Modifié par **ORDONNANCE n°2015-1174 du 23 septembre 2015 - art. 5**

L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1er du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction. Les articles L. 143-44 à L. 143-50 et L. 153-54 à L. 153-59 sont applicables sauf si la déclaration de projet adoptée par l'Etat, un de ses établissements publics, un département ou une région a pour effet de porter atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale et, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, du plan local d'urbanisme.

Lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat, elle peut procéder aux adaptations nécessaires du schéma directeur de la région d'Ile-de-France, d'un schéma d'aménagement régional des régions d'outre-mer, du plan d'aménagement et de développement durables de Corse, d'une carte de parc naturel régional ou de parc national, du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, du schéma régional de cohérence écologique ou du plan climat-air-énergie territorial. Ces adaptations sont effectuées dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables au contenu de ces règlements ou de ces servitudes.

Les adaptations proposées sont présentées dans le cadre des procédures prévues par les articles L. 143-44 à L. 143-50 et L. 153-54 à L. 153-59, auxquelles les autorités ou services compétents pour élabore les documents mentionnés à l'alinéa précédent sont invités à participer.

Lorsque les adaptations proposées portent sur le schéma directeur de la région d'Ile-de-France, un schéma d'aménagement régional des régions d'outre-mer ou le plan d'aménagement et de développement durables de Corse, elles sont soumises pour avis, avant l'enquête publique, au conseil régional ou à l'Assemblée de Corse. Leur avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de trois mois. Cet avis est joint au dossier soumis à enquête publique. En cas d'avis défavorable, la déclaration de projet ne peut être prise que par décret en Conseil d'Etat.

Une déclaration de projet peut être prise par décision conjointe d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales et de l'Etat.

Lorsque l'action, l'opération d'aménagement ou le programme de construction est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, les dispositions nécessaires pour mettre en compatibilité les documents d'urbanisme ou pour adapter les règlements et servitudes mentionnés au deuxième alinéa font l'objet d'une évaluation environnementale, au sens de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article.

ARTICLE R*123-23-2 DU CODE DE L’URBANISME

- Modifié par **DÉCRET n°2013-142 du 14 février 2013 - art. 4**

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :
a) Soit lorsque cette opération est réalisée par la commune ou par l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;

b) Soit lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

Le président de l'organe délibérant de l'établissement public ou le maire mène la procédure de mise en compatibilité. L'examen conjoint prévu à l'article L. 123-14-2 a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique à son initiative. Lorsqu'une association mentionnée à l'article L. 121-5 demande à être consultée, son président adresse la demande au président de l'organe délibérant ou au maire.

L'enquête publique est organisée dans les formes prévues par le chapitre III du titre II du livre ler du code de l'environnement.

L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal adopte la déclaration de projet.

La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan.
Sujet : TR: Délégation compétence urbanisme Tourrette Levens  
De : MARRANI Karine <karine.marrani@nicecotedazur.org>  
Date : 26/01/2016 13:37  
Pour : "alice.k.barbier@orange.fr" <alice.k.barbier@orange.fr>  
Copie à : MARCUCCI Olivier <olivier.marcucci@nicecotedazur.org>  

Bonjour madame KUHNE-BARBIER,

Comme suite à votre demande ci-dessous concernant la date de la délibération par laquelle la Commune de Tourrette-Levens a décidé d'intégrer la Métropole et de déléguer la compétence d'aménagement du territoire, je vous précise les éléments suivants :

La compétence « Aménagement de l’espace » est un transfert de compétence de plein droit prévu par le Code Général des Collectivités territoriales (CGCT) au titre de la répartition des compétences entre les communes et les EPCI.

Le transfert de compétence pour le volet « plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu », a été opéré par arrêté préfectoral en date du 16 septembre 2008, portant extension des compétences de la Communauté d’Agglomération de Nice Côte d’Azur (CANCA), et la dotant des compétences devant obligatoirement être exercées par une Communauté Urbaine, énumérées à l’article L 5215-20 du CGCT, avec notamment le transfert d’office de compétence des communes à NCA en matière de documents d’urbanisme. La commune de Tourrette-Levens a délibéré le 10 octobre 2008 pour approuver la transformation de la CANCA en Communauté Urbaine et approuver ses statuts.

La Métropole dispose donc de « plein droit » (comme précédemment la Communauté Urbaine de Nice Côte d’Azur), parmi d’autres, de compétence « Aménagement de l’espace métropolitain : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d’urbanisme et documents d’urbanisme en tenant lieu ; création et réalisation de zones d’aménagement concertées ; constitution de réserves foncières ; » ;

Pour votre information il est également précisé, que conformément à l’article 5211-57 du CGCT « Les décisions du conseil d’un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont les efforts ne concernent qu’une seule des communes membres ne peuvent être prises qu’après avis du conseil municipal de cette commune. S’il n’a pas été rendu dans le délai de trois mois à compter de la transmission du projet de la communauté, l’avis est réputé favorable. Lorsque cet avis est défavorable, la décision est prise à la majorité des deux tiers des membres du conseil de l’établissement public de coopération intercommunale. ».

à votre disposition,

Karine MARRANI  
DGAALM-DIRECTION AMENAGEMENT ET URBANISME  
METROPOLE NICE COTE D’AZUR - 06364 Nice cedex 4  
Tél : 04 89 98 19 43  
karine.marrani@nicecotedazur.org
Objet : Création de la Communauté de l’Agglomération de Nice Côte d’Azur, représentation, compétences, statuts

L’an deux mille un et le mercredi 5 décembre à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de TOURRETTE-LEVENS, légalement convoqué, s’est réuni en l’Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Alain FRERE, Conseiller Général, Maire, suite à la convocation adressée le 29 novembre 2001.

Était présent l’ensemble des membres du Conseil Municipal, à l’exception de :

- Mme DE PLANTRAY Denise, Conseiller Municipal, représentée par Mme CARLES Jeanine, Maire-Adjoint,
- M. OCCHINI Patrick, Maire-Adjoint, représenté par M. VITALE Pierre, Maire-Adjoint,
- Mme DAVID-BAILET Jacqueline, Conseiller Municipal, représentée par M. GROSS-BARICALLA, Maire-Adjoint.

Était absent : M. SAISSY Robert, Conseiller Municipal

La séance est ouverte par le Dr FRERE, Maire de TOURRETTE-LEVENS qui en assure la présidence.

M. PANIZZI Jean-Marie, Maire-Adjoint, a été élu Secrétaire.

Mes Chers Collègues,

Après audition des commissions compétentes,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l’État, notamment son art. 1 qui dispose que « les communes règlent par leurs délibérations les affaires de leur compétence »,

Vu la loi 92-125 du 6 février 1992 relative à l’Administration Territoriale de la République,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et le Code des Communes,

Vu l’arrêté du 7 septembre 2001 de Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes fixant le périmètre de la Communauté d’agglomération et dressant la liste des 22 communes intéressées, en application de l’article L5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les dispositions combinées des articles L5211-5 et L5216-3 et L5216-5 dudit code qui imposent aux communes :

- d’émettre un avis sur le périmètre de la Communauté d’Agglomération fixé par le Préfet dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l’arrêté préfectoral,
- de fixer le nombre et la répartition des sièges au sein de la Communauté d’Agglomération dans le même délai ci-dessus évoqué,
- de procéder au choix des compétences qui seront dévolues à la future communauté d’agglomération autres que les compétences de plein droit fixées à l’article L5216-5-I du Code Général des Collectivités Territoriales.
Considérant la volonté des représentants élus des communes en faveur de la création de la Communauté d'Agglomération alliée à une étroite concertation et à un travail important effectués depuis plusieurs mois et ayant permis d'aboutir à un accord amiable de principe de la majorité des représentants des communes intéressées.

Considérant qu'il apparaît aujourd'hui opportun en termes de cohérence spatiale et économique et solidarité financière que puisse être constituée une intercommunalité forte de l'agglomération nicoise.

Considérant qu'une telle intercommunalité serait notamment de nature à favoriser l'émergence d'un véritable projet d'aménagement et de développement durable du territoire ainsi constitué en tenant compte de la diversité et de la spécificité des différentes composantes de ce territoire,

Considérant qu'une telle communauté permettrait à l'agglomération de bénéficier de moyens importants à travers notamment la dotation d'intercommunalité (DGF) et d'être éligible aux dispositifs contractuels d'aménagement du territoire,

Considérant qu'elle répondrait en outre aux problématiques actuelles de gestion des services publics tels que les transports, l'eau, l'assainissement et les déchets pour lesquels l'agglomération constitue l'échelle pertinente,

Considérant qu'elle serait enfin le socle du futur projet commun d'aménagement et de développement durable du territoire d'agglomération,

Considérant qu'il appartiendra au seul futur conseil de la communauté d'agglomération de déterminer l'intérêt communautaire dans les domaines de compétences où la loi a expressément attribué compétence à ce seul conseil : que s'agissant des zones d'activité et zones d'aménagement concerté, le conseil communautaire devra, à cette occasion, déterminer, en accord avec la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes, les conditions du transfert de ces zones,

Considérant que l'évolution vers la communauté d'agglomération des agents affectés à des compétences transférées pourra être proposée à ces agents dans les conditions prévues par les dispositions du statut de la fonction publique territoriale et les autres dispositions législatives ou réglementaires applicables ; que cette évolution sera soumise à l'accord individuel de chaque agent concerné,

Je vous propose dès lors, mes Chers Collègues, d'examiner et de décider :

1. d'émettre un avis favorable sur la création de la Communauté de l'Agglomération de Nice Côte d'Azur dont le périmètre a été défini par l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2001,

2. d'approver le choix des compétences de plein droit, des autres compétences et celui des compétences supplémentaires prévues respectivement aux articles 11 et 12 du projet de statuts,

3. d'approver le projet de statuts ci-annexé de la future Communauté de l'Agglomération de Nice Côte d'Azur et notamment la représentation des communes telle qu'elle est prévue à l'article 16 du projet de statuts,

4. de décider que le transfert des biens, équipements et services publics nécessaires à l'exercice des compétences transférées s'effectuera conformément aux dispositions combinées des articles L5211-5 III et L1321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

5. de décider que les formalités prévues à l'article L1321-1, alinéas 1 à 3, du Code Général des Collectivités Territoriales énonçant les modalités concrètes du transfert des compétences, c'est-à-dire de la mise à disposition des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de ces compétences seront constatées par procès-verbal contradictoire entre la Commune et la future Communauté d'Agglomération,

6. de décider qu'en l'état actuel, il n'y a pas lieu de se prononcer sur les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers des zones d'activités et ZAC qui pourraient ultérieurement être reconnues d'intérêt communautaire par le conseil communautaire,
7. **de décider** que des délibérations spécifiques régleront, le cas échéant, les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers nécessaires à l'exercice des compétences concernant les zones d'activités ou les ZAC qui pourraient être reconnues d'intérêt communautaire ainsi que les conditions d'affectation des personnels concernés,

8. **de m'autoriser** à signer tous actes et documents inhérents à l'exécution de la présente décision.

Sur quoi le Conseil Municipal,
Oui l'exposé du Maire,
Après en avoir délibéré
par 24 voix **POUR** et 2 **REFUS** de VOTE (Mme DELNEUF COURT et M. COLOMER)

1. émet un avis favorable sur la création de la Communauté de l'Agglomération de Nice Côte d'Azur dont le périmètre a été défini par l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2001,

2. **approuve** le choix des compétences de plein droit, des autres compétences et celui des compétences supplémentaires prévues respectivement aux articles 11 et 12 du projet de statuts,

3. **approuve** le projet de statuts ci-annexé de la future Communauté de l'Agglomération de Nice Côte d'Azur et notamment la représentation des communes telle qu'elle est prévue à l'article 16 du projet de statuts,

4. **décide** que le transfert des biens, équipements et services publics nécessaires à l'exercice des compétences transférées s'effectuera conformément aux dispositions combinées des articles L.5211-5 III et L.1321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

5. **décide** que les formalités prévues à l'article L.1321-1, alinéas 1 à 3, du Code Général des Collectivités Territoriales énonçant les modalités concrètes du transfert des compétences, c'est-à-dire de la mise à disposition des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de ces compétences seront constatées par procès-verbal contradictoire entre la Commune et la future Communauté d'Agglomération,

6. **décide** qu'en l'état actuel, il n'y a pas lieu de se prononcer sur les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers des zones d'activités et ZAC qui pourraient ultérieurement être reconnues d'intérêt communautaire par le conseil communautaire,

7. **décide** que des délibérations spécifiques régleront, le cas échéant, les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers nécessaires à l'exercice des compétences concernant les zones d'activités ou les ZAC qui pourraient être reconnues d'intérêt communautaire ainsi que les conditions d'affectation des personnels concernés,

8. **autorise** Monsieur le Maire à signer tous actes et documents inhérents à l'exécution de la présente décision.

Pour extrait conforme en Mairie,
les jour, mois et an que dessus,

Le Maire,
Alain FRERE

Ville de Tournette-Cieux
(A.M.)
ANNEXE 6 : COMPTE RENDU DES VISITES

Visite du Centre de Secours le 16 novembre 2015
Le centre de secours se situe au centre du village, face à la Mairie, sous un parking public et un terrain de basket-ball. L’accès en est aisé en voiture ou en camion. Toutefois, une épingle à cheveux mène à la cour commune, utilisée en parking pour les véhicules du centre et les véhicules municipaux ou de la métropole.

8 véhicules stationnent dans la cour, et j’en ai vu 2 quitter les lieux un peu plus tôt. La cour dessert plusieurs garages dont 3 sont municipaux et 4 dédiés au centre de secours. 3 véhicules de pompiers sont dans les garages, 4 autres dans la cour.

L’accès au centre s’effectue par les garages. Il apparaît que la taille de l’un d’entre eux est à peine suffisante pour véhicule qui y est garé, ce qui ne permet pas aux pompiers d’en faire le tour.
Un des garages a été transformé en accès aux pièces arrière et rangement du matériel.

De ce garage, au rez-de-chaussée, on accède aux vestiaires, organisés en deux allées. Ces travées, étroites, doivent rendre difficile l'ouverture des casiers si les pompiers y sont nombreux (environ 10 en cas d'alerte). Il n'y a pas d'emplACEMENT PRÉVU pour que les pompiers puissent s'habiller aisément. Total de 30 vestiaires en bas et 10 en haut.

35 personnes actuellement. 4 assurent la permanence.

À l'arrière, donnant sur les vestiaires, se situe le lieu de repos et de bureau. Ces deux activités ne sont pas compatibles, contraignant le chef du centre à travailler chez lui sur ses dossiers.
Au-dessus des vestiaires se situe une pièce en comble, de hauteur sous plafond allant de 1,30 à 1,90, présentant des poutres en plafond y rendant les mouvements difficiles, où sont rangés divers équipements et 5 autres vestiaires. Ces vestiaires sont utilisés par le personnel non-tourrettan, qui sont le moins souvent présents en caserne, car leur accès est malaisé, pour ne pas dire rendu dangereux par la présence des poutres.

Ressortant sur la cour, on accède au garage de l’ambulance. En mezzanine, au-dessus, il y a la salle de sport et, au fond, la laveuse et le sèche-linge. Le Lieutenant Ardisson m’informe que cette situation est problématique car l’idéal est, qu’après intervention, l’ambulance soit nettoyée, désinfectée et garée dans un local fermé. En outre, dans le garage de l’ambulance se situent la machine à laver et le sèche-linge nécessaire au nettoyage des tenues après intervention.
La salle de sport est en fait une mezzanine de hauteur sous plafond allant de 1.30 environ à 1.90 m. On ne peut y lever les bras. Ses dimensions font qu'au maximum 3 personnes peuvent y travailler ensemble, d'après le Lieutenant Ardisson, ce qui me semble difficile.

Enfin, l'ensemble du bâtiment n'est pas isolé. La toiture est en amianté-ciment sans sous-face. L'utilisation des salles de vestiaires et de repos doit donc être inconfortable tant en hiver qu'en été.

Il n'y a qu'un sanitaire et une douche pour l'ensemble du personnel après intervention.

Visite du terrain prévu pour la réalisation du projet, le 16 novembre 2015

Situation :

Ce terrain se situe à 2 km 300 du centre de secours actuel. Exposé plein nord et bordé d'un vallon, c'est un endroit humide, gelé en hiver, impropre à l'habitation. Il est desservi par la M 19 par l'intermédiaire d'un pont enjambant le Rio Sec. Ce pont aboutit sur un giratoire desservant la M 19 et la M 815.
Le terrain est séparé du village par une clôture. Il jouxte l’ensemble d’équipements publics du stade, lui-même en continuité avec le quartier de Plan d’Ariou. Le cas échéant, ce stade ou ses parkings peuvent être utilisés pour l’atterrissage de l’hélicoptère de secours.

Morphologie

C’est un terrain faiblement pentu en partie basse, ce qui en permet un aménagement aisé. Il est bordé d’un vallon, à sec lors de la visite. Ce vallon le sépare de la route d’accès au stade, et sera à franchir pour permettre l’accès au centre. Pour séparer au maximum les accès au centre et au stade, il a été décidé que la route du centre franchirait ce vallon en partie basse, puis le longeraient jusqu’au bâtiment. En outre, le portail d’accès au stade sera déplacé.

D’après le plan-masse du projet, le bâtiment et la cour de manœuvre se situeront 7 mètres au-dessus du point bas du terrain indiqué sur le plan, soit à environ 9 mètres du Rio Sec. Les inondations ne sont ainsi pas à craindre.

Un pont, existant, desservira le stade et le centre de secours. D’une largeur de 6 mètres, il permet à deux voitures de se croiser. La suppression des piliers du portail porterait sa largeur à 7 mètres, si besoin est.